LE CESE PROPOSE 149 MESURES POUR SORTIR DE LA CRISE

Posted on novembre 9, 2020

La crise sanitaire que nous vivons depuis l'apparition de la pandémie de la Covid-19, s'est traduite par une crise multidimensionnelle inédite. Elle a eu des répercussions déplorables et inédites sur la santé des citoyens et leur bien-être, sur l'activité du tissu productif, sur les revenus des ménages, ainsi que sur les budgets des Etats.

Dans ce contexte, le Conseil Economique Social et Environnemental a été saisi a été saisi par le président de la chambre des représentants, en date du 30 avril 2020 aux fins de réaliser une étude sur « les impacts sanitaires, économiques et sociaux du virus Corona 'Covid19' et leviers d'actions envisageables ».

Adoptée par l'Assemblée Générale du CESE le 22 octobre 2020, cette étude s'inscrit dans cette double dynamique marquée, d'une part, par la nécessité de répondre à la crise sanitaire et ses conséquences et, d'autre part, par la nécessité d'un modèle de développement renouvelé pour le Maroc.

Le CESE cherche en effet à doter notre pays d'une vision qui devrait lui permettre de sortir de cette crise mais également de réussir de manière optimale la mise en œuvre du nouveau modèle de développement auquel il aspire.

Le Conseil saisit cette opportunité pour témoigner sa gratitude et rendre hommage au corps médical, aux autorités publiques, au corps enseignant et à toutes les personnes des autres métiers qui travaillent en première ligne pour lutter quotidiennement et sans relâche, contre le fléau et ses effets néfastes sur la santé et les conditions de vie des citoyens. Le Conseil tient également à exprimer son immense fierté à l'égard du grand patriotisme manifesté par les citoyen(ne)s et l'ensemble des forces vives du pays, ainsi que l'esprit de solidarité et de responsabilité collective dont ils ont fait preuve tout au long de cette crise.

Afin de caractériser les dynamiques en cours et de formuler des recommandations opérationnelles, le CESE a organisé de nombreuses auditions, incluant tant les représentants des institutions publiques nationales que ceux d'institutions internationales, d'associations et fédérations professionnelles, de syndicats de la santé et d'experts reconnus. Il a également examiné les textes législatifs et réglementaires en vigueur, les différentes études nationales et internationales réalisées, ainsi que les contributions académiques publiées sur cette thématique.

Ainsi, le CESE considère, qu'à ce jour, les impacts de la crise de la Covid-19, et malgré l'importance et le caractère volontariste des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, sont profonds et multiformes et touchent aussi bien la dynamique économique que le bien-être des citoyens, la qualité et l'efficacité des services publics ou encore les conditions environnementales.

Cela étant, la gravité de ces répercussions n'est pas fortuite. En effet, l'existence préalable de faiblesses structurelles et de vulnérabilités systémiques dans notre modèle de développement actuel qui a atteint ses limites, a exacerbé les difficultés auxquelles notre pays reste confronté, résultat notamment du retard accumulé dans des chantiers capitaux tels que l'universalisation de la protection sociale, la mise à niveau du secteur de la santé, la réforme du secteur éducation, l'intégration des activités informelles, la consolidation des droits fondamentaux, la régionalisation avancée et le renforcement et la mise à niveau des entreprises marocaines.

La crise de la Covid-19 a permis, d'autre part, de révéler plusieurs atouts liés, notamment, à la réactivité et la mobilisation des autorités, à la capacité d'adaptation et d'agilité de certains secteurs productifs, à la solidarité affichée par les citoyens et au processus de transformation digitale déjà enclenché dans notre pays.

Le CESE estime à ce titre, que **cette crise représente une opportunité réelle pour un changement radical** de nos modes d'organisation, de gestion, de production et de consommation. Une telle transformation requiert des réformes structurelles profondes, à même de contribuer à préparer le Maroc à une mise en œuvre optimale du modèle de développement qui est actuellement en cours de redéfinition.

Dans ce sens, le Conseil propose des inflexions et des recommandations dont la mise en œuvre se doit d'être progressive et cumulative. Les actions à mener doivent permettre à notre pays d'atteindre trois grands objectifs stratégiques :

- i. Renforcer la résilience du pays et sa capacité à vivre avec le Coronavirus aussi longtemps que nécessaire, tout en assurant le droit à la santé aux citoyens, le soutien du pouvoir d'achat des ménages et la sauvegarde de l'appareil productif ;
- ii. Relancer l'économie du pays en incitant les entreprises à améliorer leur compétitivité et à créer des emplois, mais aussi à s'adapter aux changements déclenchés par la crise pour saisir toutes les opportunités offertes par la nouvelle reconfiguration des chaînes de production mondiales ;
- iii. Mettre le Maroc sur une nouvelle trajectoire de développement en remédiant aux faiblesses et vulnérabilités de notre modèle actuel et en accélérant les réformes et les restructurations nécessaires à l'émergence d'un Maroc durablement prospère, plus inclusif, plus solidaire et plus résilient.

A cet effet, **le CESE propose 149 mesures**, articulées autour de 7 axes, visant essentiellement à renforcer la capacité de notre pays à anticiper les changements et à s'y adapter en toute agilité.

1. Vivre avec la Covid-19 : entre les impératifs de l'urgence et la nécessité d'adaptation
2. Renforcer les trois missions fondamentales de l'Etat et réorienter les politiques publiques pour un Maroc plus inclusif et plus résilient
 3. Passer d'un système de soins à un système de santé
4. Mettre en place un système de protection sociale généralisée et des stratégies innovantes pour réduire l'informel
5. Relancer l'économie à court terme tout en renforçant sa résilience à moyen terme face aux éventuels chocs futurs
 6. Développer les secteurs stratégiques pour renforcer la souveraineté économique du pays
7. Mettre en place une politique nationale intégrée et globale de transformation digitale

[Consulter le document](#)